

aucun cas conduire à une augmentation d'un seul centime des 55 millions de francs prévus au budget 1992/93 de l'Union suisse du fromage pour la publicité et la promotion de ses produits. Si une augmentation de ce budget pour le parrainage justement de l'équipe nationale suisse de ski devait être enregistrée, elle serait aux yeux du Conseil fédéral inadmissible; elle serait choquante pour le contribuable, lorsque l'on sait que la mise en valeur du lait coûte déjà cher à la Confédération – plus d'un milliard par an, dont 450 millions pour les fromages de l'USF.

Baumann: Ich könnte jetzt eine böartige Frage stellen: Gibt es noch jemand in diesem Land, der keine Landwirtschaftssubventionen bekommt?

Aber ich will eine andere Frage stellen: Den Bauern kündigt man eine Milchpreissenkung von 10 Rappen an, um gleichzeitig mit Landwirtschaftssubventionen den Profi-Skizirkus zu unterstützen. Die Bauern erhalten zurzeit bekanntlich Fr. 1.07 pro Liter Milch. Ist es wahr, Herr Bundesrat, dass die Verwertungskosten der Käseunion für Sonderaktionen umgerechnet auf einen Liter Milch mehr als diese Fr. 1.07 ausmachen, also höher sind, etwa Fr. 1.30?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Monsieur le Conseiller national, je puis vous affirmer qu'il y a quand même quelques Suisses et quelques milieux qui n'émargent pas à la Confédération par des subventions ou des aides publiques. Nous pourrions encore en découvrir quelques-uns qu'il ne serait pas nécessaire de situer dans la réserve de Ballenberg. Ils courent encore, sont libres et s'en trouvent très bien, parce qu'ils ne sont pas les obligés de la Confédération.

Quant à votre question, le budget total du marketing de l'Union suisse du fromage se monte donc à quelque 55 millions de francs par an: 12 millions pour la Suisse et 43 millions pour l'étranger. Cette somme, exprimée en kilos de fromage commercialisé, est relativement faible. Il s'agit d'une dépense de l'ordre de 70 centimes par rapport à ce que nous savons de nos concurrents étrangers sur le marché mondial. Vous me direz que ce n'est pas parce que nous sommes plus sages que les autres que nous sommes exemplaires.

Je constate en tout cas que, pour se battre sur les marchés étrangers, nous ne sommes certainement pas des fauteurs de troubles par l'excès de notre aide publique à nos exportateurs par rapport à ce qui se fait couramment et à visage découvert chez nos concurrents. D'ailleurs, les fromages non pris en charge par l'USF: les Appenzell, les Tilsit, les vacherins Mont-d'or et les vacherins fribourgeois, les Têtes de moine, font l'objet de contrats entre ces diverses organisations. Là encore, nous ne sommes pas pécheurs plus que les autres, en sorte que, n'ayant pas procédé à la division que vous avez probablement faite, je ne suis pas à même de vous dire si, au centime près, votre chiffre est juste. La condition que nous avons posée est que ce sponsoring n'augmente pas d'un centime le budget de la publicité de l'Union suisse du fromage et, sur ce point, l'USF s'est tenue à l'engagement que nous lui avions demandé de prendre.

Frage 38:

Steinemann. Abbruch der EWR/EG-Uebung EEE-CE. Arrêt de la procédure d'adhésion

Am letzten Dienstag sprach sich das dänische Volk gegen die Verträge von Maastricht aus. Die Bevölkerung hat sich von der Schreckenspropaganda nicht beeinflussen lassen. 1972 haben noch 63 Prozent für den EG-Beitritt gestimmt, vor sieben Jahren 56 Prozent für die Einheitliche Europäische Akte. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass die ganze EWR/EG-Uebung abzubrechen sei, nachdem sogar EG-Mitgliedländer sich wieder verabschieden möchten?

Frage 39:

Ruf. Sofortiger Rückzug des Gesuchs um Aufnahme von EG-Beitrittsverhandlungen

Retrait immédiat de la demande d'adhésion à la CE

Obwohl alle etablierten Parteien Dänemarks mit massiven Finanzmitteln, unterstützt durch die Medien, eine gewaltige Pro-

paganda für die Maastrichter EG-Verträge betrieben hatten, lehnte das dänische Volk diese weitere Preisgabe von Unabhängigkeit mehrheitlich ab. Die erfreuliche dänische Ohrfeige für die EG beweist, dass die EG auch bei den Bürgerinnen und Bürgern der eigenen, durch jahrzehntelange negative Erfahrungen geprägten Mitgliedländer auf grosse Opposition stösst. Die betroffenen Völker sind – im Gegensatz zu ihren Regierungen – nicht bereit, ihre Unabhängigkeit und Identität dem zentralistischen Brüsseler Verwaltungsmoloch noch weiter zu opfern. Gleiches gilt in verstärkter Masse für das freiheits- und souveränitätsliebende Schweizervolk.

1. Ist der Bundesrat bereit, aus dem Entscheid Dänemarks die einzig richtige Konsequenz zu ziehen und sein verfassungswidriges Gesuch um Aufnahme von EG-Beitrittsverhandlungen sofort zurückzuziehen?

2. Ist der Bundesrat bereit, den staatlichen Propagandafeldzug für den EWR-Vertrag, finanziert mit 6 Millionen Franken Steuergeidem, sofort einzustellen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le vote du peuple danois a porté sur les accords de Maastricht, à savoir sur l'approfondissement de la Communauté européenne par le passage à une union politique et à une union économique et monétaire. C'est sur cela seulement que porte la décision populaire des Danois. Le vote du peuple danois n'est donc pas un refus de la Communauté en tant que telle. Vous aurez mesuré dans les commentaires danois, à l'issue de cette votation, que les partisans comme les opposants sont tout à fait d'accord sur ce point: il s'agissait de dire «oui» ou «non» à Maastricht pas du tout à la Communauté. La réalisation du marché intérieur, accepté il y a sept ans par les Danois, n'est pas remis en cause, comme vous le relevez d'ailleurs vous-même, Monsieur Steinemann.

D'autre part, le Traité sur l'Espace économique européen, qui passera devant le Parlement danois comme devant le Parlement suisse cette année, n'était pas en cause dans la votation des Danois d'il y a une semaine.

Le Traité sur l'Espace économique européen a été signé le 2 mai et il est dans sa phase de ratification. Le Parlement puis le peuple suisse – car nous soumettrons cette question à ce dernier – auront ainsi à se prononcer souverainement sur l'acceptation de ce traité. C'est le jeu normal de notre procédure constitutionnelle et l'expression de notre démocratie directe. Il ne saurait être question dès lors d'interférer dans un processus démocratique normalement introduit et inscrit dans la constitution, et un vote étranger portant sur tout autre chose ne saurait en aucun cas le détourner de son cours.

Quant à la demande d'ouverture de négociations pour une adhésion à la Communauté, que le Conseil fédéral a fait parvenir à la Communauté, elle est pendante devant les organes de cette dernière. Il s'écoulera beaucoup d'eau sous les ponts, et là encore la décision des Danois ne saurait influencer la prise de position de notre Etat souverain puisque, de toute façon, au bout du compte, si négociations il y a sur l'entrée à la Communauté, si elles aboutissent favorablement, si le Parlement en est d'accord le moment venu, la question sera à nouveau posée au peuple dans quelques mois ou quelques années, et alors, souverainement, le peuple décidera. N'interférons pas dans les procédures de la démocratie la plus directe d'Europe, la démocratie suisse.

Steinemann: Auch in Schweden hat sich, gemäss Umfrage mit 68 Prozent gegen die Union, die EG-Begeisterung recht deutlich gelegt. «Es gibt keinen Europatismus mehr, nur noch Europamüdigkeit»; das ist die Aussage eines Redaktors des französischen «L'Express».

Warum, Herr Bundesrat, haben Sie nicht die Volksmeinung über den EWR abgewartet, bevor Sie im Schnellzugstempo Richtung EG rasen, und zwar gleich Maastricht inklusive?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Vous posez une tout autre question qui sera sans doute traitée dans le cadre des débats que nous aurons à la session extraordinaire et à la session d'automne. Je ne peux donc vous donner ici qu'une réponse extrêmement brève. Le Conseil fédéral a voulu annoncer clai-

rement la couleur, dire sa préoccupation, et l'étape que nous accomplissons maintenant c'est celle de l'EWI, de l'Espace économique européen et seulement celle-ci. Quant à savoir quelles sont les intentions à plus long terme, le débat aurait été truqué, il aurait été incomplet, il aurait été muet, Monsieur, si le Conseil fédéral n'avait pas dit qu'elles étaient les idées qu'il proposerait le moment venu pour un plus long terme. Il l'a fait, il a joué cartes sur table en annonçant cette intention, et ainsi le Parlement, puis le peuple suisse sont situés dans une perspective où l'on ne pourra à aucun moment faire le reproche au Conseil fédéral d'avoir raté un moment essentiel pour l'avenir de la Suisse ou d'avoir engagé, sans le dire, des débats où il n'aurait pas apporté la clarté. C'est cela qui a été fait et rien d'autre. La question sur l'aboutissement ultérieur d'une telle démarche sera l'objet d'un débat entièrement démocratique, fondamentalement démocratique, avec question, au bout du compte au peuple et aux cantons suisses pour ou contre la Communauté, comme maintenant au sujet de l'Espace économique européen. Soyons tout à fait clair sur cet échelonnement et rendons-nous compte que les procédures démocratiques suisses en ce domaine – je m'en félicite – sont parfaitement ouvertes et surtout respectées.

Ruf: Der Bund hat nach Artikel 2 der Bundesverfassung unter anderem den Zweck der Behauptung der Unabhängigkeit des Vaterlandes gegen aussen. Nach Artikel 102 Ziffer 9 hat der Bundesrat innerhalb der Schranken der gegenwärtigen Verfassung über die Behauptung der Unabhängigkeit zu wachen.

Wie bringt nun der Bundesrat seinen Schritt, nämlich die Aufnahme von EG-Beitrittsverhandlungen, die im Falle eines EG-Beitritts per definitionem zur Aufgabe der Unabhängigkeit unseres Landes führen müssten, erstens mit seinen in der Bundesverfassung festgelegten Pflichten und zweitens mit dem Amtseid, den jedes Mitglied des Bundesrates abgelegt hat, in Übereinstimmung?

Ausserdem möchte ich Sie bitten, meine zweite Frage, bezüglich des Propagandafeldzuges für den EWI-Vertrag mit 6 Millionen Franken Steuergeldern, die ich schriftlich gestellt habe, doch noch zu beantworten. Ich möchte Sie zusätzlich fragen, ob nicht wenigstens den Gegnern eines EWI-Beitritts auch die Gelegenheit gegeben werden sollte, ihre Argumente im Rahmen dieser Information, wie sie der Bundesrat nennt, zur Darstellung zu bringen.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: C'est parce que le Conseil fédéral est soucieux de l'indépendance du pays, Monsieur Ruf, non seulement de l'indépendance juridique mais de l'indépendance factuelle, qu'il entend au moins mettre toutes les chances de son côté pour définir l'avenir de la Suisse dans des conditions qui n'excluent pas l'ouverture à une Communauté qui englobera, dans peu de temps, la totalité des Etats d'Europe occidentale. C'est précisément parce qu'il ne veut pas s'entendre reprocher d'avoir mal gouverné parce que mal prévu qu'il met les chances de son côté et du côté du pays en ouvrant la possibilité d'une telle négociation. Quant aux résultats de cette négociation, vous aurez à juger, vous – si celle-ci a lieu et qu'elle aboutit – si elles mettent en péril l'indépendance du pays, si elles mettent en péril les articles constitutionnels sur lesquels vous vous fondez, ou si c'est le contraire. Ce n'est pas le Conseil fédéral qui aura le dernier mot en cette matière, il lui appartient simplement de préparer l'avenir. Le dernier mot, c'est bien entendu vous, parlementaires, qui aurez à le donner. Pas vous tout seul, Monsieur Ruf, Dieu merci!, mais l'ensemble des Chambres fédérales et ensuite, il y aura référendum obligatoire auprès du peuple, et la double majorité du peuple et des cantons sera exigée. C'est à ce moment-là que vous aurez en main souverainement le verrou. Il n'est pas question dès lors de mettre en péril une institution constitutionnelle par la simple ouverture de négociations. Il est évident que c'est, au bout du compte, ce processus qui est sanctionné ou non par le Parlement, puis par le peuple, qui détient la vérité absolue. Sur ce point je suis bétonné et j'attends avec sérénité l'arrêt du Tribunal fédéral qui part d'une

plainte analogue aux soupçons que vous avez énoncés maintenant dans votre première question complémentaire.

Vous avez profité dans l'élan de me poser une deuxième question complémentaire qui est de savoir comment nous allons administrer, aux frais du contribuable, ce que vous appelez de la «propagande». Nous aurons, là encore, l'occasion de nous en exprimer. La Commission des finances de votre conseil étant occupée à l'examen de ce problème, sachez, Monsieur Ruf, et sachez, Mesdames et Messieurs, qu'instruit par les conclusions bonnes ou mauvaises du débat fameux sur l'adhésion de la Suisse à l'ONU, le Conseil fédéral se limitera en l'occurrence à de l'information, rien que de l'information, ne prendra aucune mesure qui pourrait s'apparenter à une quelconque propagande. C'est tellement vrai, ce que je vous dis, malgré vos dénégations – je pense que vous étiez à la séance du Conseil fédéral de ce matin; non? C'est dommage, parce que vous auriez pu vous informer –, que même les insertions payantes d'information dans la presse dont il pouvait être question dans un avant-projet ne seront pas faites. Le Conseil fédéral y renonce expressis verbis pour qu'on ne puisse le soupçonner à aucun moment de faire de la propagande et qu'on puisse bel et bien en rester à de l'information. J'ajoute que cette information portera sur l'Espace économique européen. Qu'ici ou là on dise ce que sera la situation à l'égard de la Communauté, ce n'est pas exclu, mais il est tout à fait évident que l'information portera exclusivement sur l'appartenance à l'Espace économique européen, pour autant naturellement que le Parlement, au mois d'août, puis au mois de septembre, donne son aval par la ratification à ce Traité.

D'ici-là, Monsieur Ruf, vous pourrez méditer vos armes secrètes, vous pouvez préparer vos parades – je pense bien que vous y procédez activement – je vous attends au coin du bois et je vous attends avec un produit irréprochable du côté de l'information du Conseil fédéral.

Frage 40:

Gross Andreas. EWI-Informationskampagne

Campagne d'information sur l'Espace économique européen

Kann sich der Bundesrat vorstellen, Vertreterinnen und Vertreter der verschiedenen Standpunkte in der Debatte um den EWI an der Konzeption und Realisierung der millionenschweren «Informationskampagne» für den EWI so zu beteiligen, dass gewährleistet werden kann, dass aus der Information keine Propaganda wird, was in mancherlei Beziehung sehr kontraproduktive Folgen für den ganzen Öffnungsprozess der Schweiz hätte?

Wenn ja: Wie könnte nach Meinung des Bundesrates eine solche Beteiligung aussehen?

Réponse écrite du Conseil fédéral

En matière d'intégration européenne, et en particulier sur la question de l'Espace économique européen, le Conseil fédéral a pris la décision d'informer de manière claire, exhaustive et équilibrée, afin que le peuple puisse, le moment venu, se prononcer en toute connaissance de cause.

Ce besoin d'information a d'ailleurs été exprimé par le Parlement lui-même, à diverses reprises. Il va de soi que cette information présente, comme c'est le cas lors de chaque votation, la position du Conseil fédéral; celui-ci exclut la course en solitaire («Alleingang») et fait de la participation à l'EEE un objectif immédiat et prioritaire.

Il n'a cependant jamais été question d'une campagne de propagande et, pour éviter toute confusion des genres, le Conseil fédéral n'entend par exemple pas faire diffuser des annonces payantes, des spots TV ou placarder des affiches. Dans ce contexte, il n'est pas envisageable non plus de faire participer à l'élaboration de cette information des groupes d'intérêt, qu'ils soient favorables ou défavorables au projet présenté par le gouvernement. Tant la pratique que le droit fédéral interdisent au Conseil fédéral de favoriser des groupes d'intérêt, comme cela ressort de l'arrêt du Tribunal fédéral du 7 février 1991.